

**Déclaration commune
des organisations syndicales du Maine-et-Loire
CGT, FSU, Solidaires 49**

Mobilisation solidaire internationale de tous les travailleurs

**Pour le progrès social, le 1^{er} mai,
mettons les pieds dans le plat !**

L'annonce des dernières chiffres records du chômage et l'hémorragie des emplois industriels vont continuer de plonger des millions de salariés dans la précarité et l'incertitude, mettant en première ligne les jeunes, les femmes, les seniors.

Partout, la même politique d'austérité et la restriction des droits démocratiques est imposée aux salariés et aux populations. Elles aggravent la crise, plongent les peuples dans la misère et provoquent la récession notamment dans toute la zone euro. Pour être plus fort, il faut se rassembler !

Les salariés doivent construire leur unité avec leurs organisations syndicales depuis leur lieu de travail jusqu'à l'échelle mondiale.

Partout, on nous dit que nous coûtions trop cher ! Mais c'est nous qui, par notre travail, créons la richesse !

Alors oui, il est temps que les salariés mettent les pieds dans le plat.

Pour sortir de la crise, la CGT, la FSU et Solidaires 49 affirment que les solutions à la crise se situent dans une politique radicalement différente :

Augmentons d'abord les salaires.

Ce sont les salaires qui alimentent les caisses de la protection sociale pour la santé, la retraite, l'assurance chômage. Partout dans le monde il faut un salaire minimum pour empêcher le dumping social généralisé. C'est une nouvelle répartition des richesses qu'il faut travailler alors que tout le monde constate que la part du travail a baissé depuis trente ans.

Développons l'emploi.

Nous refusons la mise en concurrence des sites, des salariés entre eux dans les différents pays. Tous les travailleurs et les entreprises en souffrent ! Les banques, les financiers doivent être contraints de diriger l'argent vers l'investissement productif créateur d'emploi. Nous exigeons des mesures immédiates pour arrêter de brader nos outils de production mais au contraire pour développer notre appareil productif, les services publics et permettre une reconquête industrielle.

Sauvegardons notre protection sociale.

Notre syndicalisme a été créateur de notre sécurité sociale, de nos retraites par répartition, de l'assurance maladie, des allocations familiales, de l'assurance chômage. Non seulement nous les défendons mais nous proposons de les étendre. Partout dans le monde, les travailleurs ont besoin de cette protection et nous envient. Or c'est ce droit que l'on veut couper à la hache par l'accord interprofessionnel du 11 janvier et sa transposition dans la loi. Celle-ci protège les employeurs et flexibilise davantage les salariés. Dans ce contexte, le patronat est à l'offensive : les plans de licenciement pleuvent, le chantage à l'emploi se développe et l'accord « compétitivité et sécurisation de l'emploi » vient amplifier la dégradation en facilitant les baisses de salaire et le chômage partiel (rebaptisé activité partielle) comme réponse à la crise. Un comble ! De la flexibilité, du dumping social, des chantages patronaux il y en a déjà trop.

C'est à une protection sociale rénovée et renforcée qu'il faut travailler, assise aussi sur les revenus du capital.

Droits nouveaux pour les salariés

C'est à une extension des droits des salariés que nous voulons œuvrer en permettant davantage le contrôle des comptes et l'intervention des élus du personnel.

En ce 1^{er} mai, remettons la notion de solidarité dans nos combats : tous reculs sociaux acquis par les salariés entraînent une dégradation de leur condition de vie dans et hors des lieux de travail, mais tout ce que nous gagnons, nous le gagnons pour toutes et tous !!

**Le 1^{er} mai, ensemble, mobilisons-nous partout contre l'austérité,
pour l'emploi et le progrès social**

Angers, le 18 avril 2013